

Devedjian explique l'immigration choisie

L'ancien ministre était l'invité, lundi soir, du club de réflexion politique, Courage et Convictions, créé par Alain Lambert.

« Michel Rocard disait que la France ne pouvait accueillir toute la misère du monde. Elle doit cependant prendre sa part. Mais dans certaines limites », explique Patrick Devedjian. Dans quelles limites ? « Autour de 100 000 personnes par an, précise le député des Hauts-de-Seine. Au-delà, on risquerait de déstabiliser notre pays. » Parmi ces « privilégiés », seuls seront autorisés à rester sur le sol français « ceux qui sont les plus aisés à intégrer, c'est-à-dire ceux qui sont susceptibles de trouver du travail en France ». Ce que, à l'UMP, on appelle « l'immigration choisie ». Proche de Nicolas Sarkozy, Patrick Devedjian était invité par Alain Lambert et ses amis, lundi soir, à prendre la parole sur un thème mis sur la table par le ministre de l'Intérieur : « L'immigration, faut-il la choisir ou la subir ? » L'ancien ministre de l'Industrie a déroulé sans surprise le fil de la pensée de Nicolas Sarkozy, promoteur d'un plan de lutte contre l'immigration clandestine. Mais il a toutefois admis que les « filtres » seront difficiles à mettre en place : « Ça impliquera un vrai changement dans l'organisation de l'administration ». D'autant que l'immigration ne vient toujours d'où on l'attend. Marie-Noëlle Hoffman, élue d'Alençon, conseillère générale et présidente de la Commission locale d'insertion, a saisi l'occasion pour pointer une autre forme d'immigration subie : « Nous avons plusieurs cas d'Anglais qui ont une fortune dans leur pays et qui viennent dans l'Orne pour toucher le Rmi et profiter de la couverture médicale universelle. On ne veut pas de cette immigration-là ». Interrogé sur les cas d'enfants sans papiers et menacés d'expulsion depuis la fin de l'année scolaire, Patrick Devedjian s'est, un temps, départi d'un discours parfois trop convenu pour faire part de ses doutes : « C'est un problème très difficile qui demande beaucoup d'humanité et d'intelligence. Quand on voit les enfants, on craque. Mais, en même temps, il est inacceptable de se servir des enfants comme otages. S'il suffit d'immigrer clandestinement avec un enfant pour être régularisé, alors tout le monde va venir avec des enfants. Je n'ai pas de réponse toute faite. Les situations doivent être réglées au cas par cas. Politiquement, nous n'avons pas grand chose à gagner dans cette affaire. On risque de se faire engueuler par tout le monde. Les uns diront que nous sommes trop laxistes, les autres que nous sommes inhumains. La vérité, entre les deux, est très étroite ».